

Mapuche

La répression continue dans le sud du Chili

Après la grève de la faim de plusieurs prisonniers politiques Mapuche ces derniers mois, l'Etat chilien a encore perdu une occasion de s'engager sur le chemin de la reconnaissance des droits politiques et territoriaux du peuple Mapuche au Chili. Pire encore, le gouvernement de la présidente de la République, Michelle Bachelet, a ravivé un conflit qui a déjà fait de nombreuses victimes dans le sud du pays et provoqué la préoccupation et la réprobation de plusieurs organismes internationaux des droits de l'Homme. Alors que les gestes de bonne volonté et diverses propositions politiques se sont multipliés du côté des organisations et communautés mapuche autonomistes, le gouvernement chilien continue à faire la sourde oreille, en jouant sur des effets d'annonce tels que la nomination d'un conseiller spécial pour les affaires indigènes ou encore la pseudo reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes. Plus grave, la répression au sein des communautés, ainsi que dans les villes s'est accrue. S'il est certain qu'au Chili la répression de la protestation sociale est un héritage de la dictature, une véritable façon de faire de la politique qui touche tous les secteurs revendicatifs, elle prend un caractère d'autant plus violent et raciste lorsqu'elle se dirige contre les communautés mapuche.

Le 10 octobre dernier, cinq prisonniers politiques mapuche de la prison d'Angol entamaient une grève de la faim afin de réclamer la libération de tous les prisonniers politiques, la démilitarisation et l'arrêt de la répression au sein des communautés. Fortement affaiblis, trois d'entre eux, Juan Millalen, José Huenchunao et Jaime Marileo, durent suspendre leur grève au bout de deux mois, période durant laquelle presse et autorités chiliennes se distinguèrent par leur indifférence. Deux semaines plus tard, ce fut au tour d'Hector Llaitul de déposer son jeûne, laissant Patricia Troncoso seule dans ce

qui allait devenir la grève de la faim la plus longue de l'histoire du Chili. Ce n'est qu'après plus de trois mois de grève et alors que l'opinion publique nationale et internationale était de plus en plus scandalisée par la situation de Patricia Troncoso, alors au seuil de la mort, que le gouvernement chilien, à travers la médiation de l'Eglise catholique, a commencé une négociation avec la gréviste. Au 112^e jour, Patricia Troncoso a suspendu sa grève après avoir obtenu l'engagement d'un transfert pour elle et deux des anciens grévistes dans des centres pénitenciers ouverts (CET) ainsi que la possibilité de sortir les fins de semaines. Maigres résultats pour une aussi longue grève qui a signifié un immense sacrifice de la part de Patricia, mais également des centaines de personnes qui l'ont soutenue et qui se sont retrouvé brutalisés et arrêtés lors des manifestations qui ont eu lieu à travers le pays et dans plusieurs capitales du monde entier.

L'assassinat d'une balle dans le dos, d'un militant mapuche, Matias Carileo, âgé de 22 ans, par un carabinero, lors d'une récupération de terre près de Temuco, le 3 janvier a été un moment marquant qui n'a fait que réaffirmer les revendications des prisonniers tout en créant un consensus parmi toutes les organisations et communautés mapuche. Plus de 1 500 personnes se sont réunies à Temuco pour rendre un dernier hommage à celui qui été érigé en véritable martyr de la cause mapuche. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que la presse a commencé à s'intéresser à la grève de la faim de Patricia Troncoso qui arrivait alors à son troisième mois. Le gouvernement continuait cependant à prôner une politique de la main ferme en ordonnant la répression des manifestations publiques pour les prisonniers politiques mapuche et d'hommage à Matias Carileo, et en avalisant diverses opérations policières musclées au sein des communautés en conflit. On a ainsi pu voir se déployer une machination médiatico-répressive, orchestrée par les « services d'intelligence » (sic) chiliens et ponctuée par plusieurs arresta-



tions et perquisitions violentes au sein de communautés, le tout avalisé par la presse. Le but était de convaincre l'opinion publique de l'infondé des revendications mapuche et de l'infiltration du mouvement autonomiste par des personnes ayant d'autres intérêts (infiltration censée provenir de l'extrême gauche armée, d'ETA, voire du grand banditisme) et ainsi faire perdurer l'idée que les Mapuche ne sont pas capables de décider eux-mêmes de leur destin.

La longue grève de la faim de Patricia Troncoso a permis de constater, et cela malgré ces montages médiatico-répressifs, la grande sensibilité et l'important soutien de la société civile chilienne et mapuche, sans compter les diverses manifestations qui ont eu lieu à l'étranger. La grande victoire de cette grève ne réside ainsi pas dans de maigres promesses qui risquent de ne pas être tenues, mais bien dans la prise de conscience d'un grand nombre de bien-fondé des revendications mapuche et de la mesure de la répression employée pour les faire taire. Elle montre surtout la convergence d'intérêts entre la société civile chilienne, ses mouvements sociaux et le peuple mapuche, pour proposer un modèle pluraliste de démocratie en Amérique latine. La répression aveugle, l'insipide indigénisme d'Etat, le projet d'une reconnaissance constitutionnelle sans concession de droits particuliers, le maintien d'une mise sous tutelle de communautés subordonnées aux intérêts de l'Etat et des grandes

entreprises, sont autant d'attitudes ne pouvant constituer une réponse convaincante et durable au peuple mapuche dont les aspirations légitimes se sont pourtant vues consacrées par la Déclaration des droits des peuples autochtones adoptée par l'ONU au mois de septembre dernier. Dans une nation unitaire où même l'Eglise se montre plus sensible à leur lutte que ceux qui le dirigent, la quête d'autonomie des Mapuche apparaît encore longue et pavée d'obstacles.

Polynésie

A la suite de l'élection de Gaston Flosse à la tête d'un gouvernement fortement teinté d'indépendantiste, Oscar Temaru s'est vu élire à la présidence de l'Assemblée de Polynésie. Plusieurs manifestations orchestrées par le parti de Gaston Tong Sang ont été réalisées pour protester contre le fait que l'alliance des deux partis est venue réduire à néant les prétentions de son parti qui, malgré ses 27 sièges sur 57 n'aura aucun pouvoir ?

Cela n'a pas eu de conséquence pour les élections municipales au cours desquelles tous les ténors des partis ont retrouvé leur poste. Par contre, le ministre des Dom-Tom, Christian Estrosi, a annoncé sa démission du ministère s'il était élu maire de Nice. En Polynésie, on pense plutôt qu'il anticipe sur sa prochaine éviction d'un gouvernement où il n'a pas réalisé ce que M. Sarkozy attendait de lui.